

Paris, le 30 janvier 2019

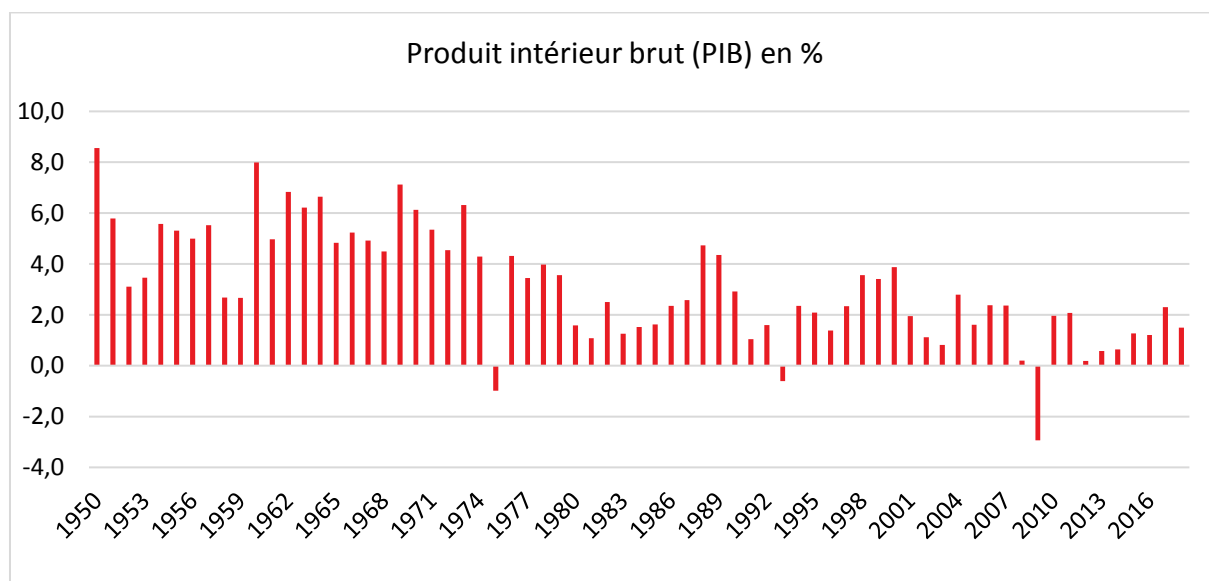
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une croissance poussive pour la France en 2018

Analyse de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne

La croissance de l'économie française s'est élevée en 2018 à 1,5 % contre 2,3 % en 2017. Les experts économiques avaient espéré, en début d'année dernière, une croissance de 1,7 %. Cette décélération n'est pas imputable exclusivement aux « gilets jaunes ». En effet, le ralentissement de l'économie s'est amorcé dès le premier semestre, la reprise constatée au second n'ayant pas été suffisante pour compenser le retard accumulé. Malgré tout, la crise des « gilets jaunes » s'est fait ressentir sur la consommation du dernier trimestre et tout particulièrement sur celle de décembre. En 2018, le commerce extérieur a joué positivement sur la croissance. L'investissement, de son côté, a connu une moindre croissance en grande partie en raison des ménages qui ont ralenti leurs achats immobiliers.

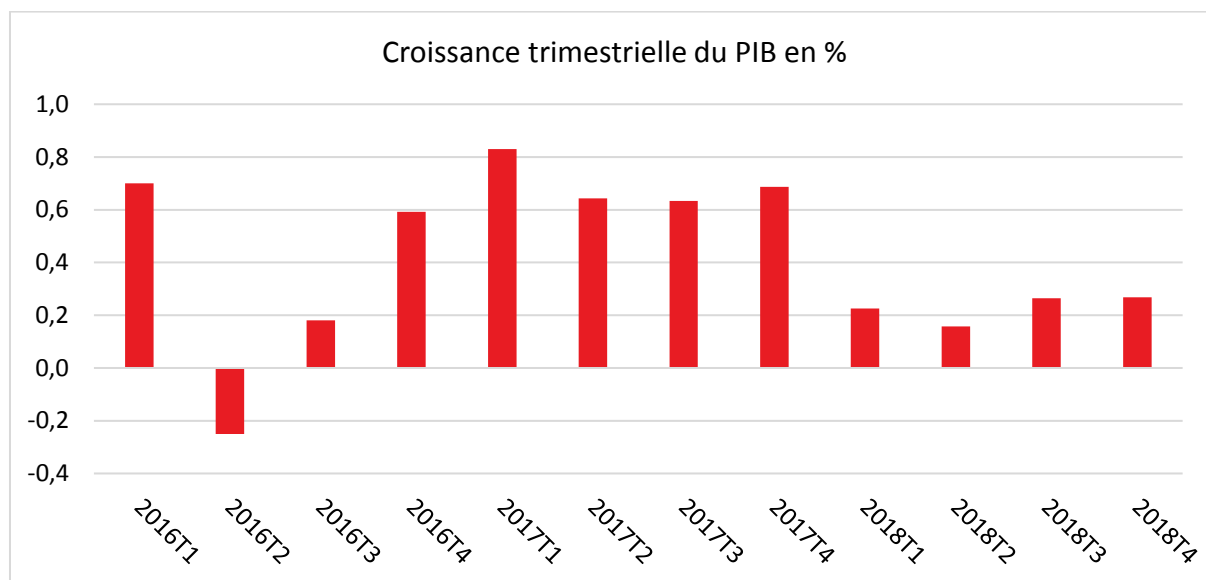
Avec un taux de croissance de 1,5 %, la France renoue avec un rythme plus poussif qui est le sien depuis la crise de 2008. Il faut néanmoins signaler que ce résultat n'est pas catastrophique au regard du contexte français et international. Les tensions entre la Chine et les États-Unis, la hausse du cours du pétrole au premier semestre, les incertitudes européennes ont pesé sur les résultats économiques. Il n'en demeure pas que cette croissance est insuffisante pour permettre une décrue notable du chômage.



Source : INSEE

Une croissance au 4^e trimestre moins décevante que prévue

Du fait des blocages provoqués par les « gilets jaunes », certains s'attendaient à une croissance nulle au dernier trimestre. Or, cette dernière est restée stable par rapport à celle du 3^e trimestre, +0,3 %. Ce résultat est d'autant plus remarquable que la consommation a été étale du mois d'octobre au mois de décembre.



Source INSEE

La croissance de la consommation des ménages en léger recul

Sur l'ensemble de l'année, la consommation des ménages a moins progressé qu'en 2017, +0,8 % contre +1,1 %. Les ménages ont subi au cours du premier semestre une érosion de leur pouvoir d'achat provoquée par l'augmentation des prélèvements obligatoires et par la hausse des prix. Le rattrapage de la consommation attendu à la fin de l'année n'a pas eu lieu en raison du contexte social.

En 2018, la consommation en produits alimentaires et en énergie a reculé (respectivement -1,2 % et -0,8 %). Les achats de services sont, en revanche, restés dynamiques (+1,5 % en 2018 contre +1,6 % en 2017) quand ceux des biens fabriqués se sont ralentis (respectivement 1,1 % et 2,6 %).

Pour le dernier trimestre, la consommation des ménages a été étale. Si elle est restée positive pour les services (+0,5 %), elle a diminué pour les biens fabriqués (-1,2 %). Les difficultés d'accès aux centres commerciaux peuvent expliquer ce résultat. Au cours du dernier mois de l'année, la consommation en biens des ménages a même reculé de 1,5 %. Sur le 4^e trimestre, le repli est de 0,7 %. Pour le mois de décembre, la baisse s'explique en partie par le recul des achats de produits énergétiques.

Essoufflement de la croissance de l'investissement

En 2017, l'investissement avait été un moteur de la croissance. En 2018, il s'est un peu essoufflé. En effet, son taux de croissance est passé de +4,7 % en 2017 à +2,9 % en 2018. Le repli a été plus marqué pour les ménages que pour les entreprises.

L'investissement des entreprises non financières a augmenté de 3,9 % contre 4,4 % en 2017. Au dernier trimestre, le résultat est assez moyen avec une progression de 0,3 %. Les dépenses d'investissement des administrations publiques ont cru de 0,7 % en 2018 contre 1,6 % en 2017. Comme trois quarts des investissements publics sont réalisés par les collectivités locales, cette moindre progression peut s'expliquer par les difficultés budgétaires auxquelles elles sont confrontées. L'investissement public pourrait se ralentir en 2019 avec la proximité des élections municipales qui n'incitent pas les élus à s'engager dans des travaux.

L'investissement des ménages n'a progressé que de 2 % après une hausse de 5,6 % en 2017. Les deux derniers trimestres de l'année ont même été marqués par un recul (-0,1 % au 3^e et -0,4 % au 4^e). Les ménages ont réduit leur effort pour l'immobilier du fait des prix de plus en plus élevés, de la rareté de l'offre et en raison de la montée des incertitudes. Ils ont privilégié les placements financiers. Le Livret A et surtout l'assurance vie ont profité de ce changement de comportement.

Le commerce extérieur a été porteur en 2018

Le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance à hauteur de 0,6 point en 2018 contre +0,1 point en 2017. Les exportations ont augmenté de 3,1 % contre +4,6 % en 2017 mais dans le même temps la croissance des importations a décéléré (+1,1 % contre +3,1 %). Comme les années précédentes, les résultats du commerce extérieur dépendent des livraisons de matériels de transports (avions en particulier).

De 2018 à 2019, le poids des fondamentaux et des incertitudes

Compte tenu des fondamentaux de l'économie française (démographie, gains de productivité, investissement de ces dernières années), le taux de croissance de 1,5 % constaté en 2018 n'est pas anormale même s'il n'est pas satisfaisant. Certes, au regard du retard accumulé depuis dix ans, il peut être jugé décevant. Il ne permet pas de compenser les manques à gagner accumulés. L'économie française est toujours pénalisée par l'étroitesse de son secteur productif. Le taux d'emploi demeure faible en France (65 % contre 76 % en Allemagne). Le positionnement moyenne gamme de la production française constitue toujours un handicap au regard de ses coûts élevés en liaison avec un niveau record à l'échelle européenne de dépenses publiques.

Pour 2019, l'économie française devrait bénéficier d'un regain de la consommation rendu possible par le ralentissement de la hausse des prix et par le plan sur le pouvoir d'achat décidé par le Président de la République Emmanuel Macron au mois de décembre. La diminution du cours du baril devrait également favoriser la consommation ainsi que diminuer le montant des importations. Le ralentissement de la Chine et surtout celui de l'Allemagne, s'il était confirmé, seraient préjudiciables à la croissance française. Il faudra également prendre en compte éventuellement l'impact d'un Hard Brexit. L'agroalimentaire, l'industrie des transports et celle des médicaments risquent d'être pénalisés en cas d'absence d'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni d'ici le 29 mars.

Contacts presse :

Sarah Le Gouez
06 13 90 75 48
slegouez@cercledelepargne.fr